

Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

1er février 2012

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève	4
Renoncement à la centrale chaleur-force au profit de projets décentralisés.....	4
Déclassement pour la construction de 62 nouveaux logements à Carouge	4
Nombre de signatures requis pour l'aboutissement d'un référendum municipal ou d'une initiative municipale	5
Loi sur l'organisation des institutions de droit public : aboutissement du référendum.....	6
L'Etat promeut l'usage professionnel du vélo	6
Aides financières accordées à diverses entités pour l'année 2012	7
Aides financières accordées à cinq compagnies de danse	7
Agenda des invitations à la presse	9

Renoncement à la centrale chaleur-force au profit de projets décentralisés

Le Conseil d'Etat estime prioritaires le récent investissement des SIG dans le capital-actions de EnergieDienst Holding AG, ainsi que le contrat d'approvisionnement en énergie électrique conclu avec EnBW Trading AG GmbH. Cette acquisition permet aux SIG d'assurer l'approvisionnement du canton de Genève en électricité à hauteur de 15% supplémentaires, tout en développant leurs investissements dans l'énergie électrique hydraulique.

Dans ce contexte, le gouvernement renonce à la construction d'une centrale chaleur-force alimentée par le gaz naturel, dont l'apport en électricité aurait été de 10%. Le Conseil d'Etat invite toutefois les SIG à poursuivre le développement des projets de couplage chaleur-force permettant d'améliorer l'efficacité de la production de chaleur tout en augmentant le taux d'autoproduction du canton en matière d'électricité. Le Conseil d'Etat souhaite privilégier des petits projets décentralisés, de manière à combiner diverses sources d'énergies et à valoriser plus particulièrement les énergies renouvelables locales. Cette diversification est également une opportunité pour le développement des réseaux énergétiques sur tout le territoire cantonal.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel RoCHAT, conseillère d'Etat, en contactant M. Laurent Paoliello, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 079 935 86 75.

Déclassement pour la construction de 62 nouveaux logements à Carouge

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones le long de la route de Saint-Julien, aux abords de l'entrée du tunnel de la route du Val-d'Arve, au lieu-dit « Grange-Collomb », à Carouge. Ce projet permettra de créer une zone 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) et de supprimer la zone de développement 4A actuelle (zone urbaine destinée principalement aux maisons d'habitation, comportant en principe plusieurs logements.)

D'une superficie de 6872 m², ce périmètre accueillera un bâtiment de huit étages sur rez-de-chaussée offrant un potentiel de 20 logements. L'immeuble abritera en outre des activités commerciales, sociales et artisanales ainsi que 42 logements pour personnes âgées avec assistance de proximité. Un parking de 55 places ainsi que de 33 places pour vélos et motos sera réalisé dans les deux sous-sols et le rez-de-chaussée. Des surfaces de dépôt et un abri de la protection civile y seront également aménagés.

L'enquête publique ouverte du 26 août au 26 septembre 2011 n'a suscité aucune observation. Le Conseil municipal de la Ville de Carouge a préavisé favorablement ce projet le 20 octobre dernier.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Nombre de signatures requis pour l'aboutissement d'un référendum municipal ou d'une initiative municipale

Le Conseil d'Etat a arrêté le nombre d'électrices et d'électeurs de chaque commune pour l'année 2012. Conformément à l'article 5 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#), ce nombre est fixé au début de chaque année sur la base des rôles électoraux au 31 décembre de l'année précédente.

Le Conseil d'Etat a également fixé, pour chaque commune, le nombre de signatures requis pour l'aboutissement d'un référendum municipal ou d'une initiative municipale pour l'année en cours, conformément aux articles 59 et 68B de la [constitution](#).

Communes	Nombre d'électeurs/électrices	Nombre de signatures
Aire-La-Ville	782	157
Anières	1 469	294
Avully	1 272	255
Avusy	1 004	201
Bardonnex	1 557	312
Bellevue	1 818	364
Bernex	6 960	1 000
Carouge	13 557	1356
Cartigny	604	150
Céligny	414	125
Chancy	761	153
Chêne-Bougeries	7 134	1 000
Chêne-Bourg	5 661	1 000
Choulex	722	150
Collex-Bossy	1 010	202
Collonge-Bellerive	4 975	995
Cologny	3 198	640
Confignon	3 005	601
Corsier	1 270	254
Dardagny	1 008	202
Genève	116 831	4 000
Genthod	1 633	327
Grand-Saconnex	6 626	1 000

Communes	Nombre d'électeurs/électrices	Nombre de signatures
Gy	342	103
Hermance	595	150
Jussy	837	168
Laconnex	457	138
Lancy	19 751	1 976
Meinier	1 377	276
Meyrin	13 695	1 370
Onex	12 489	1 249
Perly-Certoux	2 119	424
Plan-les-Ouates	6 817	1 000
Pregny-Chambésy	1 853	371
Presinge	445	134
Puplinge	1 531	307
Russin	346	96
Satigny	2 478	496
Soral	503	150
Thônex	9 396	1 000
Troinex	1 565	313
Vandœuvres	1 725	345
Vernier	22 269	2 227
Versoix	7 724	1 000
Veyrier	6 992	1 000

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.

Loi sur l'organisation des institutions de droit public : aboutissement du référendum

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement d'une demande de référendum cantonal contre [la loi sur l'organisation des institutions de droit public](#) du 18 novembre 2011. La vérification des signatures déposées a donné les résultats suivants:

signatures annoncées :	10'227
signatures contrôlées :	7909
signatures validées :	7020

Le nombre de 7000 signatures exigé par la constitution pour faire aboutir le référendum est atteint. La votation populaire sur cet objet sera fixée ultérieurement par arrêté. Le délai de recours à la Chambre administrative de la Cour de justice est de six jours. Il court dès le lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

L'Etat promeut l'usage professionnel du vélo

En réponse à une question écrite du Grand Conseil intitulée : « [Que compte faire le Conseil d'Etat pour promouvoir les vélos-taxis, vélos-cargos et autres gyropodes ?](#) », le gouvernement précise qu'en accord avec la politique énergétique et sociale de l'Etat, l'usage de ces véhicules est prévu dans le cadre du déploiement du plan directeur de la mobilité douce et du plan de mobilité de l'administration cantonale, qui prennent en compte les besoins spécifiques ainsi que les avantages liés à ce type de mobilité.

Ces nouveaux véhicules servant au transport de personnes et de marchandises font partie des modes de déplacements « doux » qui contribuent à la fluidité du trafic, permettent de diminuer l'empreinte écologique du transport et participent au dynamisme d'un secteur d'activité créateur d'emplois. La mise en œuvre de tels moyens de transport professionnel de personnes sera toutefois soumise aux exigences posées par la [loi cantonale sur les taxis et limousines](#) du 21 janvier 2005.

En revanche, le Conseil d'Etat ne voit pas d'intérêt prépondérant à prendre des mesures spécifiques pour promouvoir l'usage du gyropode, engin à propulsion électrique debout utilisé par les entreprises et certaines polices municipales : l'application des nouvelles dispositions fédérales lui semble suffisante pour accorder une place à ce type de véhicule électrique dans l'espace public.

Pour toute information complémentaire : Mme Julie Barbey Horvath, ingénieure au service de l'organisation de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 92.

Aides financières accordées à diverses entités pour l'année 2012

Le Conseil d'Etat a accordé, pour l'année 2012, des aides financières à diverses entités subventionnées œuvrant dans le domaine culturel, de la formation continue, de la recherche académique et de l'enfance, soit :

- aux Rencontres internationales de Genève, un montant de 62'680 francs ;
- à « Pour l'avenir », fondation pour la justice sociale dans l'éducation, un montant de 20'790 francs ;
- à l'Université du 3^{ème} âge, un montant de 68'953 francs ;
- à la Fondation Hardt pour l'étude de l'Antiquité classique, un montant de 39'600 francs ;
- à l'Association mondiale pour l'Ecole instrument de paix, un montant de 32'500 francs ;
- à l'Association Espace Adoption, un montant de 59'700 francs ;
- à l'Association genevoise des familles d'accueil avec hébergement, un montant de 29'000 francs ;
- au Groupement genevois des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, un montant de 133'000 francs ;
- au Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse, un montant de 128'700 francs ;
- aux Unions chrétiennes de Genève, un montant de 89'100 francs.

Pour tout complément d'information : M. Aldo Maffia, direction des finances, DIP, ☎ 022 546 86 01.

Aides financières accordées à cinq compagnies de danse

Le Conseil d'Etat a attribué une aide financière à cinq compagnies de danse, soit :

- un montant annuel de 170'000 francs à la Compagnie Gilles Jobin, fondation à but non lucratif, pour les années 2012 à 2014. Cette aide vise à permettre le développement du projet artistique de la compagnie, tel que décrit dans la convention de soutien conjoint signée avec le canton et la Ville de Genève ainsi qu'avec Pro Helvetia ;
- un montant annuel de 160'000 francs à la Compagnie Alias, association à but non lucratif, pour les années 2012 à 2014. Cette aide vise à permettre le développement du projet artistique de la compagnie, tel que décrit dans la convention de soutien conjoint signée avec elle par le canton et la Ville de Genève ainsi que par Pro Helvetia et la commune de Meyrin ;
- un montant annuel de 80'000 francs à L&N Production – Compagnie 7273, association à but non lucratif, pour les années 2012 à 2014. Cette aide vise à permettre le développement du projet artistique de la compagnie, tel que décrit dans la convention de soutien conjoint signée avec elle par le canton et la Ville de Genève ainsi qu'avec Pro Helvetia ;
- un montant annuel de 80'000 francs à la Compagnie Greffe, association à but non lucratif, pour les années 2012 à 2014. Cette aide vise à permettre le développement du projet artistique de la compagnie, tel que décrit dans la convention de soutien conjoint signée avec elle par le canton et la Ville de Genève ainsi qu'avec Pro Helvetia ;
- un montant annuel de 80'000 francs à Neopost Ahrrrt – Footwa d'Imobilité, association à but non lucratif, pour les années 2012 à 2014. Cette aide vise à permettre le développement du projet artistique de la compagnie, tel que décrit dans la convention de soutien conjoint signée avec elle par le canton et la Ville de Genève ainsi qu'avec Pro Helvetia.

Par ces conventions, les compagnies s'engagent à créer au moins deux spectacles d'envergure destinés au public de leur région, à sensibiliser un public large à la danse contemporaine, notamment les écoles genevoises. Elles sont également tenues d'organiser des tournées, tant dans les autres régions linguistiques suisses qu'à l'étranger et de renforcer leur réseau international.

*Pour tout complément d'information : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 février 10h00	Entrée en vigueur de la loi sur l'insertion et l'aide individuelle (LIASI)	Etablissements publics pour l'intégration (EPI) 105, route des Jeunes 1227 Carouge	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
9 février 11h00	Présentation des conclusions de l'audit de l'office pénitentiaire dans le cadre la planification pénitentiaire	Archives d'Etat 1, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DSPE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04